

On prépare encore une attaque contre la philosophie au cégep

Actuellement, plusieurs de ceux qui préparent en coulisses le Forum sur les cégeps sont les mêmes qui, il y a dix ans, ont aboli un cours de philosophie et d'éducation physique pour imposer deux cours d'anglais dans les cégeps. Vont-ils nous proposer maintenant de faire le bilan des progrès du bilinguisme des cégépiens et cégépiennes en regard de leur perte en temps de réflexion et en forme physique ? Ces gens sont toujours prêts à réformer les cégeps pour les «adapter» aux «réalités nouvelles» mais ils ne se rendent jamais compte de l'adaptation perpétuelle que pratiquent les cégeps : renouvellement des programmes et des politiques pédagogiques, évaluations des enseignements et des politiques administratives, innovations pédagogiques, nouvelles méthodes d'encadrement (centres d'aide et programmes d'accueil, d'intégration et d'orientation), informatisation, etc. Ils n'ont pas l'air de tenir compte non plus des évaluations intensives de la Commission d'évaluation mise sur pieds par l'Assemblée nationale. Nous savons tous que l'on doit toujours être en train de s'adapter. Cela ne veut pas dire qu'il faille changer ce qui fonctionne bien. *«If it's not broken, don't fix it»*, comme disent nos voisins.

Certains des «adaptateurs» qui grenouillent à la Fédération des cégeps ou au Ministère ont plus le goût de «grands changements» que de vraiment améliorer les choses. Par exemple, certains de ces ostrogoths voudraient maintenant qu'on «adapte» l'enseignement de la littérature et qu'on rende la philosophie facultative au secteur technique (pour s'adapter à quoi?). Je dis qu'ils veulent, sans peut-être s'en rendre compte, former méthodiquement des sous-hommes pour les adapter à une conception étriquée du travail technique. Ces «sous-haut-fonctionnaires» (toujours anonymes) s'imaginent que la culture nuit aux ouvriers spécialisés que forme le secteur technique des cégeps. Ils s'imaginent «moderniser» en projetant de retourner aux Instituts techniques d'avant le rapport Parent. Ils profitent d'un certain oubli de l'histoire pour prétendre que c'est une nouveauté de ne pas développer la culture générale des techniciens. Or, c'est la révolution tranquille qui a véritablement modernisé le système scolaire québécois en ajoutant, entre autres, des cours de culture générale aux programmes des «écoles de métiers» avant d'en faire le secteur professionnel des «collèges d'enseignement général et professionnel» (CEGEP). Les réformateurs actuels ne font que profiter de l'indifférence de l'opinion publique pour revenir aux «écoles de métiers».

En fait, ces pseudo bienfaiteurs de notre système d'éducation sont surtout obsédés par les économies à court terme que produirait un taux de «diplomation» de 100% au collégial. Les obstacles à cette «réussite», selon eux, ce sont les cours de philosophie, de littérature et, pourquoi

pas, de mathématiques, qui sont supposément plus souvent échoués par les étudiants du secteur technique.

Le gouvernement libéral actuel commande de «changer des choses». N'importe quoi pourvu que ça change. Et les agioteurs s'activent. La seule chose qu'il est interdit de proposer, selon ces grands penseurs de l'éducation, c'est le *statu quo*. Or ce *statu quo* serait de toute évidence préférable à la plupart des «pistes» suggérées jusqu'à maintenant. Le *statu quo* ce sont des cégeps qui ne cessent de renouveler leurs programmes et qui tentent de rejoindre des étudiants qui ne cessent de changer d'une génération à l'autre, comme toujours. Si l'on voulait vraiment changer fondamentalement les choses, on pourrait fermer une partie du Ministère de l'éducation (entre autres, les directions générales de l'enseignement collégial et secondaire) et donner une véritable voix aux professeurs de cégeps à la Fédération des cégeps. De la même manière, si on laissait les enseignants du secondaire décider ensemble de leurs enseignements, les élèves qui nous arrivent au cégep seraient très probablement mieux préparés. Il y aurait presque certainement moins de décrochage au secondaire et moins d'échecs au collégial.

Toute cette histoire de grands changements au collégial n'existe pour le moment que sous forme de rumeurs et d'allusions ambiguës. Les professeurs de cégeps ont intérêt à faire entendre leur voix pour clarifier les choses dès maintenant, avant qu'elles ne dégénèrent. Que les fonctionnaires qui n'enseignent pas et se perdent dans leurs songes creux de réformes «modernes» retournent à leurs livres d'histoire, qu'ils apprécient ce qui se fait avec et malgré eux dans les cégeps et, pardonnez ce langage un peu cru, qu'ils nous fichent la paix avec leurs grands projets. S'ils veulent nous aider, qu'ils nous demandent en quoi nous avons besoin de leur aide.

Bernard La Rivière, professeur
cégep de Saint-Jérôme
janvier 2004